

02

LA RÉSISTANCE DES FEMMES CONTRE L'AUTORITARISME AU BRÉSIL, AUX PHILIPPINES ET À ROJAVA (SYRIE DU NORD)

*Daryl L. Leyesa**

Daryl L. Leyesa est membre et organisatrice du Pambansang Kongreso ng Kababaihan sa Kanayunan (Congrès national des femmes rurales, PKKK) aux Philippines.

Le PKKK est une coalition de 326 organisations qui défendent les intérêts des femmes et des filles dans les secteurs de l'agriculture à petite échelle, de la pêche artisanale, des travailleuses rurales et des peuples autochtones.

* L'auteure a rédigé cet article selon une méthodologie participative, avec la contribution de Michela Katuscia Calaça Alves dos Santos, ingénieure agronome et coordinatrice nationale du Movimento de Mulheres Camponesas (Mouvement des femmes paysannes, MMC) au Brésil ; Salima Tasdemir, militante kurde basée au Royaume-Uni et chercheuse indépendante, et Mary Ann Manahan, militante féministe philippine, membre de la Marche mondiale des femmes -Philippines et bénévole pour KATARUNGAN (Justice) et RIGHTS (Rural Poor Institute for Land and Human Rights Services). Leurs commentaires et leurs témoignages ont été recueillis au moyen de questionnaires et/ou de téléconférences en février et mars 2019.

« [...] Les femmes sont au cœur de la transformation des systèmes et affirment leurs propres alternatives. Il ne s'agit donc pas seulement de résilience, mais également de résistance aux structures et aux systèmes actuels qu'elles se réapproprient. »

REMERCIEMENTS |

Nous adressons nos remerciements en particulier à Joana Rocha Dias (Association for Cooperation and Development, ACTUAR-ACD), Andrea Nuila et Alejandra Morena (FIAN International) pour leur aide lors de la révision de cet article.

PHOTO |

Gracieuseté de [JINWAR Free Women's Village](#)

En 2018, la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW 62) « réaffirme le droit à l'alimentation et considère que les femmes rurales apportent une contribution décisive aux économies locales et nationales, à la production alimentaire, à la sécurité alimentaire et à une meilleure nutrition, en particulier dans les ménages pauvres et vulnérables ». ¹ La résolution 62 de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies appelle en outre les États à « renforcer la résilience et la capacité d'adaptation de toutes les femmes et de toutes les filles rurales de manière à ce qu'elles puissent faire face aux chocs économiques, sociaux et environnementaux, aux urgences d'ordre humanitaire, aux effets néfastes des changements climatiques,... et s'en relever ». ² Les multiples crises qui se sont succédé au cours de la dernière décennie ont en effet montré comment des femmes, que les images présentaient comme des victimes, se sont transformées en survivantes et en femmes d'action capables de veiller à la sécurité et de garantir la survie de leurs familles et de leurs communautés, notamment en assurant leur alimentation.

L'impact du climat politique sur ces crises n'a, pour sa part, pas été suffisamment reconnu, bien qu'il soit tout aussi important. La montée des dirigeants populistes et autoritaires qui épousent des idéologies de droite, un chauvinisme nationaliste et de politiques néolibérales menace les femmes et les filles, la souveraineté alimentaire et, plus largement, les droits humains.

Comment pouvons-nous attendre des gouvernements qu'ils soutiennent la résilience des femmes et des filles des zones rurales dans des contextes marqués par une résurgence du populisme et de l'autoritarisme de droite ? Trois militantes dis-

¹ Commission de la condition de la femme. *Problèmes à régler et possibilités à exploiter pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural : conclusions concertées*. UN CSW soixante-deuxième session, 12-23 mars 2018. para.17

² *Ibid.* p. 16, para yy.

cutent de cette contradiction à partir des expériences de femmes vivant au Brésil, aux Philippines et à Rojava, une région du nord de la Syrie.³

« Les femmes veulent être actrices du changement », déclare Michela Katiuscia Calança Alves dos Santos du Brésil. Pour y parvenir, les femmes n'ont « d'autre choix que de s'opposer, d'exposer, de proposer », lui répond Mary Ann Manahan des Philippines. Les récits de changement des femmes doivent être entendus pour contrer dirigeants autoritaires lorsqu'ils prétendent faussement incarner le changement souhaité. Alors que veulent les femmes ? „Les femmes kurdes essaient d'affirmer leur autonomie“, d'après Salima Tasdemir, une militante kurde. Dans ce dernier cas, on entend par autonomie l'acte d'institutionnaliser le confédéralisme démocratique,⁴ un paradigme social encourageant la libération des femmes et une société écologique, tandis que, dans les deux premiers cas, les femmes trouvent de nombreuses autres façons de contester le statu quo.

Au-delà des différences significatives entre ces trois cas, ces femmes adressent un message commun d'une grande clarté : les femmes sont au cœur de la transformation des systèmes et affirment leurs propres alternatives. Il ne s'agit donc pas seulement de résilience, mais également de résistance aux structures et aux systèmes actuels qu'elles se réapproprient.

RÉSISTER AUX RÉGIMES AUTORITAIRES

Les femmes de ces trois pays sont confrontées à une menace commune qui a des implications concrètes sur la vie de leurs communautés : la montée d'un autoritarisme à la fois explicite et tacite dans leurs contextes respectifs.

Le peuple Kurde a été victime de massacres, d'assimilation et de discrimination dans les quatre États (Turquie, Iran, Irak et Syrie) de sa patrie. Son identité, sa culture et sa langue ont été réprimées. En Syrie, des centaines de milliers de Kurdes ont été privés de la nationalité syrienne.⁵ Les régions kurdes sont les plus sous-développées du fait de la négligence délibérée et systématique dont elles font l'objet de la part de ces États. Les populations locales ont vu leur vie bouleversée par les déplacements forcés et le déboisement des terres kurdes orchestrés par leurs gouvernements, provoquant perte de bétail, destruction des champs cultivés et des vergers, des outils agricoles et d'autres biens. Les terres et les ressources naturelles des Kurdes ont été brûlées et détruites par les États turcs et syriens dans le cadre d'un projet de « turquisation » et d'« arabisation » de ces territoires. Le dénuement économique dans les régions kurdes s'ajoute au dépouillement socioculturel résultant des pratiques patriarcales traditionnelles, qui font peser de manière disproportionnée le poids du sous-développement de la région sur les épaules des femmes. En Syrie, les conditions créées par le conflit qui a débuté en 2011 ont conduit les Kurdes à déclarer leur autonomie. Ils ont alors commencé à mettre en œuvre le confédéralisme démocratique, qui, comme nous l'avons décrit plus haut, offre une alternative aux femmes. Malgré cette évolution, les populations de la région restent confrontées à de nombreuses difficultés. L'embargo économique, imposé principalement par la Turquie, mais appliqué par presque tous les États concernés,⁶ limite l'accès de la population à la nourriture et aux autres moyens de survie, tels que l'eau et l'électricité. Dans le contexte de guerre permanente qui caractérise les régions kurdes, les femmes sont victimes de discriminations multiples : « Elles sont discriminées en raison de leur identité ethnique et de leur condition de femmes. Elles sont prises pour cible par les autorités de l'État et opprimées par les structures patriarcales de leurs propres sociétés », déclare Salima.

3 Rojava fait référence au Kurdistan occidental, qui est situé dans le nord de la Syrie. En 2012, les Kurdes ont déclaré leur autonomie et mis en œuvre le confédéralisme démocratique, qui promeut un système non étatique de démocratie de base, de décentralisation, d'égalité des genres et de durabilité environnementale. Depuis 2016, la région est officiellement appelée Fédération démocratique de Syrie du Nord (FDSN ou en anglais DFNS) pour refléter la diversité ethnique, religieuse et culturelle de la région.

4 Le confédéralisme démocratique est un paradigme social non étatique qui repose sur trois piliers idéologiques : démocratie radicale, égalité des genres et écologie. Pour de plus amples informations, veuillez consulter : Ocalan, Abdullah. Le confédéralisme démocratique. International Initiative Edition, 2011. Disponible sur : www.freeocalan.org/wp-content/uploads/2012/09/Ocalan-Democratic-Confederalism.pdf.

5 Pour davantage d'informations sur les Kurdes apatrides en Syrie, veuillez consulter : Human Rights Watch. Syria: The Silenced Kurds. Octobre 1996. Disponible sur : www.hrw.org/reports/1996/Syria.htm; KurdWatch. Stateless Kurds in Syria: Illegal invaders or victims of a nationalistic policy? Mars 2010; Coalition internationale Habitat. Violations systématiques des droits fonciers et du droit au logement contre les Kurdes syriens. Présenté au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour la douzième session de l'Examen périodique universel, 17 mars 2011. Disponible sur : lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Documents/session12/SY/HIC-HabitatInternationalCoalition-eng.pdf.

6 Ayboga, Ercan. "Total Embargo!" ISKU Informationsstelle Kurdistan, 29 janvier 2017. Disponible sur : mesopotamia.coop/total-embargo/.

- 7 D'après les sources de Human Rights Watch, le gouvernement a enregistré environ 4948 décès de personnes soupçonnées de consommation et de vente de drogue au cours d'opérations policières entre juillet 2016 et septembre 2018. Toutefois, la police nationale philippine a également déclaré qu'environ 22.983 décès similaires sont repris dans la catégorie "homicide sous enquête." Pour davantage d'informations, veuillez consulter : www.hrw.org/world-report/2019/country-chapters/philippines.
- 8 Centre d'information des Philippines sur les droits humains (PhilRights). "La guerre contre les pauvres: meurtres extrajudiciaires et leurs effets sur les familles et les communautés urbaines pauvres - Informations de la documentation de 2017-2018 sur les meurtres extrajudiciaires commis au nom de la prétendue guerre contre les drogues du gouvernement Duterte". Quezon City, Philippines, septembre 2018.
- 9 Fuertes-Knight, Joanna. "Attacks on the media show Duterte's Philippines is heading for despotism". *The Guardian*, 15 février 2019. Disponible sur : www.theguardian.com/commentisfree/2019/feb/15/attacks-media-duterte-philippines-rapper-maria-ressa.
- 10 Les personnes lesbiennes, gays, transsexuelles, transgenres, travesties, transformistes, intersexes et queer. Pour de plus amples informations sur la discrimination à l'encontre de la communauté LGBTTIQ et leurs modes d'organisation, veuillez consulter l'article "Coming out : la diversité de genre dans le système alimentaire" dans ce numéro de l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition.
- 11 Pour un exemple concret de l'impact des règles du commerce mondial sur la souveraineté alimentaire, veuillez consulter : Rachmi Hertanti. "ENCADRÉ 8.1 L'expérience de l'Indonésie : les paysans-ne-s et la souveraineté alimentaire, proie d'un accord commercial". *Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition* (2017): 90-93. Disponible sur : www.righttofoodandnutrition.org/fr/agir-sur-l'iniquite-structurelle-les-regles-du-commerce-international-et-leur-impact-sur-la-securite.
- 12 La présidente démocratiquement élue Dilma Rousseff a été évincée le 31 août 2016 à la suite d'une procédure de destitution largement considérée comme un « coup d'État parlementaire ».

Aux Philippines, le président Rodrigo R. Duterte, arrivé au pouvoir en 2016 et ré-élu en 2019, n'a cessé de s'en prendre aux droits humains et à leurs défenseurs, à la démocratie libérale et à l'État de droit. Duterte l'a emporté à une large majorité grâce à un slogan de campagne : « le changement arrive », et à la promesse de lancer une guerre contre la drogue. Trois ans plus tard, Duterte porte le surnom de « bourreau », en raison des 20.000 morts causés par cette guerre.⁷ La majorité des personnes décédées sont des hommes issus de communautés urbaines pauvres dont les veuves se retrouvent seules pour subvenir aux besoins de leurs familles.⁸ « Il n'y a plus de séparation des trois branches du gouvernement ; Duterte a évincé la seule juge de la Cour suprême qui était une femme et l'a remplacée par son propre candidat. Si le Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'indépendance des juges et des avocats, Diego García-Sayán, a critiqué le gouvernement, d'autres organisations internationales sont restées silencieuses », déclare Mary Ann. Bon nombre des critiques les plus virulents de Duterte sont des femmes, dont la sénatrice Leila de Lima et la journaliste Maria Ressa, qui ont toutes deux fait l'objet de poursuites pénales ; la première est en prison, tandis que la seconde a été libérée sous caution.⁹ Dans le climat politique créé par Duterte, les femmes journalistes et militantes sont « mises au pilori » par le Président lui-même et ses partisans, en particulier en ligne (commentaires haineux sur leur apparence, leur genre et leur sexualité), et via des menaces de violence sexuelle.

Au Brésil, Michela décrit la manière dont le gouvernement d'extrême droite de Jair Bolsonaro, au pouvoir depuis le début de cette année, nous [la gauche] a « désignés comme ennemis ». « L'armée, ajoute-t-elle, accapare désormais toute les fonctions stratégiques du gouvernement, y compris la vice-présidence et le conseiller direct du président de la Cour suprême ». Les conservateurs religieux occupent également des postes influents au sein du gouvernement, dont l'ancien ministère des droits humains, rebaptisé « ministère de la femme, de la famille et des droits humains ». Le gouvernement actuel, car il favorise un climat d'impunité pour les crimes haineux, symbolise la peur, la violence et la mort pour de nombreux groupes marginalisés, notamment les femmes, les LGBTTIQ¹⁰, les paysans, les Noirs et les peuples autochtones.

LA RÉSISTANCE AUX PARADIGMES NÉO-LIBÉRAUX

En même temps que ces États affichent une forte propension à la répression, ils relâchent le contrôle sur les entreprises privées. Souscrivant au néolibéralisme, leurs politiques gouvernementales favorisent les intérêts du marché sous prétexte d'améliorer les services et d'élargir les choix économiques. La privatisation des services sociaux pèse sur les femmes qui doivent faire face à l'augmentation du coût de la vie et à l'absence de protection sociale et de programmes de santé et de droits sexuels et reproductifs. Les politiques de libéralisation du commerce dans l'agriculture ont facilité le passage de la production d'aliments destinés à la consommation locale à la production d'aliments destinés à l'exportation¹¹, ce qui marginalise les rôles des femmes dans diverses activités de production alimentaire.

Au Brésil, « depuis le coup d'État de 2016¹² jusqu'au gouvernement actuel, nous avons cessé d'exiger des politiques publiques progressistes pour privilégier la défense des droits et des politiques existantes. Ces gouvernements réunissent deux programmes politiques : l'intervention de l'État réduite au minimum dans les politiques sociales et le conservatisme des valeurs », explique Michela. Par exemple, le Ministère du développement agricole (MDA), créé par le gouvernement du Parti des travailleurs pour soutenir l'agriculture familiale, a été rétrogradé à un Secrétariat

spécial en 2016. Par ailleurs, l'une des premières décisions de Bolsonaro a été de démanteler le Conseil national pour la sécurité alimentaire et la nutrition (CONSEA), qui représentait pourtant dans le monde l'exemple parfait d'une structure de gouvernance alimentaire représentative axée sur les groupes souffrant d'insécurité alimentaire.¹³ Il est à craindre que son gouvernement accentue plus encore sa préférence pour les modèles agro-industriels.

« La concurrence du marché libre aura un impact négatif sur les femmes : elle les déplacera, réduira leurs revenus et les forcera à se tourner vers d'autres secteurs économiques », prévient Mary Ann en réaction aux récentes initiatives du gouvernement philippin visant à intensifier les politiques néo-libérales et les programmes d'ajustement structurel. La promulgation de la loi sur la tarification du riz, en février 2019, a effectivement supprimé toutes les restrictions sur les importations de riz. Le secteur du riz a maintenu les restrictions quantitatives imposées par l'Accord sur l'agriculture de l'OMC parce qu'il s'agit de la production agricole la plus importante du pays et de son principal aliment de base. Cependant, la crise des prix du riz de 2018 a permis de justifier l'ouverture du marché à un riz plus abordable. En conséquence, les exploitations de riziculture philippines sont plus susceptibles de se tourner vers d'autres cultures ou d'autres utilisations des terres si elles ne parviennent pas à concurrencer les importations de riz moins chères. Le fait que les exploitants (es) des terres détiennent rarement les titres de propriété sur celles-ci aggrave encore ce problème. Après trente ans de réforme agraire, 600.000 hectares de terres ne sont toujours pas distribués.¹⁴ Les agricultrices, dont les droits à la terre n'ont été pleinement reconnus par la loi qu'en 2009, sont aujourd'hui confrontées à un problème de conversion et d'accaparement des terres. Cette situation est probablement liée à la politique de la Banque mondiale de « réforme agraire induite par le marché (MALR) », qui a affaibli le rôle de l'État en matière d'acquisition et de distribution des terres dans le cadre d'un même programme.¹⁵ « Nous n'y voyons rien de surprenant, le gouvernement appliquant les politiques de la Banque mondiale. Le président privilégie également le financement par la Chine¹⁶ de projets à grande échelle dans les secteurs des mines et de l'énergie », ajoute Mary Ann.

En ce qui concerne les terres kurdes, Salima est tout aussi préoccupée par les prétendus projets de développement régional qui ne respectent ni les normes environnementales, sociales, ni les normes de protection du patrimoine culturel. « De grandes entreprises internationales sont actives en Turquie, et beaucoup des entreprises qui opèrent au niveau national reçoivent le soutien de leurs partenaires internationaux pour des projets de « développement social » susceptibles de détruire les ressources naturelles là où vivent les Kurdes. »¹⁷ Habitant principalement les régions rurales, ces populations ont été particulièrement touchées par la construction de barrages, ainsi que par les mouvements de migrations et de déplacements forcés. Ces problèmes ne peuvent être dissociés des efforts déployés par l'État turc pour démobiliser le combat des Kurdes. On constate des politiques similaires contre leurs terres et leurs ressources naturelles par l'État syrien.

LA RÉSISTANCE AU SEXISME

Mary Ann dépeint le dirigeant des Philippines comme l'incarnation même de l'anti-femme : « Il est misogyne, dépeint les femmes comme des objets dans ses discours, plaisante sur le viol et perpétue les stéréotypes sexistes. » Dès l'élection présidentielle de 2016, des groupes de femmes ont déposé une plainte pour dénoncer la violation par Duterte de la Grande Charte des femmes (Magna Carta of Women - MCW).¹⁸ La MCW avait été adoptée en application de la Convention des Nations

13 Les organisations de la société civile ont recueilli environ 35000 signatures dans le monde entier par le biais d'une pétition en ligne pour exiger que Bolsonaro rétablisse le CONSEA. Une défaite politique du gouvernement a vu le Congrès recréer le CONSEA, mais la forme qu'il prendra n'est pas encore claire. FIAN International. "Bolsonaro dissout le Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle." FIAN International News, 15 juin 2019. Disponible sur : www.fian.org/en/news/article/bolsonaro-shuts-down-national-council-for-food-security-and-nutrition-2162.

14 Manahan, Mary Ann. "Introduction: Part One Thirty Years of Agrarian Reform under CARP/ER Is there Reason to Celebrate?" *Reporman Agraryo at Pagbabago, Narratives of Agrarian Conflicts, Transitions and Transformation*. Quezon City: Focus on the Global South, 2018, p.19.

15 Manahan, Mary Ann. *Banking on the Rural Poor?: Critical Insights and Policy Questions on Foreign Aid and Agrarian Reform in the Philippines*. Focus on Poverty. Disponible sur : www.focusonpoverty.org/download/reports/Banking%20on%20the%20Rural%20Poor.pdf.

16 Pour plus d'informations sur l'impact des interventions de la Chine et des activités des entreprises industrielles chinoises sur le droit à l'alimentation et à la nutrition des communautés locales, en particulier celles qui vivent de la pêche, aux Philippines, en Indonésie et au Sri Lanka, veuillez consulter le site: FIAN International, People's Movement against Port (PMAPC) et Traditional Fishermen Association (KNTI). *Les obligations extra-territoriales de la Chine à l'égard du droit à une alimentation et à une nutrition adéquates des pêcheurs aux Philippines, en Indonésie et au Sri Lanka - Présentation conjointe à l'EPU des Nations Unies de la Chine (troisième cycle/31 session)*. 31 novembre 2018.

17 Par exemple : le projet de barrage et de centrale hydroélectrique d'Ilisu sur le Tigre, prévu dans le sud-est de l'État turc, une région principalement peuplée de Kurdes, dans le cadre de la vaste opération "Projet du sud-est de l'Anatolie" (GAP). Ce projet était censé améliorer la situation socio-économique de la région grâce à la fourniture d'énergie hydroélectrique et à l'irrigation. En 2005, des entreprises allemandes, suisses et autrichiennes s'y sont engagées. Cependant, en 2009, le non-respect par la Turquie des normes environnemen-

tales, sociales et des normes de protection culturelle, couplé à d'importantes protestations internationales, a poussé plusieurs entreprises à se retirer du marché. Pour de plus amples d'informations, veuillez consulter : Hasankeyfi Yaşatma Girişimi. *Report on the current status of the Ilisu Dam and Hydroelectric Power Plant Project and the counter campaigns.* 27 mai 2019. Disponible sur : www.hasankeyfirisimi.net/?p=861.

18 Commission philippine sur les femmes. Grande Charte des femmes. Philippines : Bureau du président. Disponible sur : pcw.gov.ph/sites/default/files/documents/laws/republic_act_9710.pdf.

19 Aussi connue sous le nom de Loi de la République 9710, promulguée le 14 août 2009 par le 14e Congrès.

20 Al Jazeera News. "Duterte offers 42 virgins to visitors of the Philippines." 27 janvier 2018. Disponible sur : www.aljazeera.com/news/2018/01/duterte-offers-42-virgins-visitors-philippines-180127074930801.html.

21 Ellis-Petersen, Hannah. "Philippines: Rodrigo Duterte orders soldiers to shoot female rebels 'in the vagina'." *The Guardian*, 13 février 2018. Disponible sur : www.theguardian.com/world/2018/feb/13/philippines-rodrigo-duterte-orders-soldiers-to-shoot-female-rebels-in-the-vagina.

22 Regencia, Ted. "#BabaeAko: Philippines 'Duterte, intimidated by strong women'". *Al Jazeera News*, May 30, 2018. Disponible sur : www.aljazeera.com/news/2018/05/babaeako-philippines-duterte-intimidated-strong-women-180530131100613.html.

23 DW News. "Brazil Arrests hundreds for violence against women". 25 août 2018. Disponible sur : www.dw.com/en/brazil-arrests-hundreds-for-violence-against-women/a-45218982.

Unies pour l'élimination de de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et sert de législation générale sur les droits humains des femmes dans le pays.¹⁹ Si, sur un plan technique, les femmes ont gagné leur procès, la décision n'a pas pu être exécutée après la prise de la présidence par Duterte et son contrôle politique sur les trois branches du gouvernement. Le procès ne l'a même pas dissuadé de faire des remarques sexistes, par exemple lorsqu'il a offert « 42 vierges » aux investisseurs et aux visiteurs²⁰ et qu'il a encouragé les soldats à tirer dans le vagin des femmes rebelles puisque, sans lui, « les femmes ne servent à rien ». ²¹ Comme nous l'avons mentionné précédemment, les femmes subissent également les conséquences des meurtres extrajudiciaires commis dans le cadre de la guerre contre la drogue. Des milliers de femmes sont ainsi devenues mères célibataires d'enfants dont les pères ont été tués, tandis que des mandats d'arrêt illégaux ont poussé des femmes, parfois très jeunes, à échanger leurs corps contre la libération de leurs partenaires, maris ou parents, une pratique qualifiée de « sexe contre liberté ».

Les femmes vivent dans la peur et l'insécurité constantes, une situation qui pourrait encore s'aggraver pour les mères en cas d'adoption du projet de loi prioritaire visant à abaisser l'âge minimum de la responsabilité pénale (MACR) de 12 à 9 ans. Ces divers problèmes ont donné naissance à différentes formes de résistance et d'alliances tactiques parmi les femmes et les groupes féministes, comme la campagne #BabaeAko (Je suis une femme) sur les médias sociaux (inspirée du mouvement #MeToo)²² ou la Marche mondiale des femmes-Philippines.

Le Brésil a également un président ouvertement misogyne. Lorsqu'il était député fédéral, il a dit à une de ses homologues féminines : « Je ne suis pas un violeur mais, si je l'étais, je ne vous violerais pas parce que vous ne le méritez pas. » Selon Michela, des forces religieuses ont « légitimé la violence contre les femmes et les LGBTTIQ, le retour des femmes dans la sphère domestique, et de nombreuses autres régressions au nom de Dieu et de la famille ».

La violence contre les femmes s'est intensifiée ces dernières années. Rien qu'en 2017, selon le Forum brésilien sur la sécurité publique, le nombre de viols a augmenté de 8 % pour atteindre le chiffre de 60.018, tandis qu'environ 1.133 féminicides étaient commis dans le pays.²³ Les femmes au Brésil connaissent constamment des problèmes sociaux et des difficultés d'accès aux ressources, principalement dans les campagnes. Comme le souligne Michela, « les femmes sont les premières à subir les conséquences du manque d'eau et de nourriture, car ce sont elles qui doivent chercher des solutions. Elles doivent parcourir de longues distances pour trouver de l'eau pour leur famille. Elles sont également les premières à se priver de nourriture pour que leurs enfants et leurs maris puissent manger.»

Selon Michela, la situation de l'eau s'est aggravée depuis le coup d'État de 2016, lorsque furent arrêtés les programmes publics en faveur des régions semi-arides, exécutés auparavant en partenariat avec la société civile, qui donnaient priorité aux femmes dans tous les domaines (formation, accès à l'eau, production agroécologique,...). Michela en conclut que l'État a abandonné les familles rurales et les périphéries urbaines : « Le discours conservateur du gouvernement n'est rien de plus que l'expression d'une politique économique abandonnée par l'état, de la perte de droits et de responsabilités accrues pour les femmes, obligées de travailler gratuitement, comme s'il s'agissait d'une obligation contractée par amour, privées de leurs droits sexuels, malgré les risques qui pèsent sur leur santé sexuelle et reproductive. » Le gouvernement Bolsonaro soutient que le fœtus est un sujet de droits dès

la conception et défend cette position. La ministre de la Femme, de la Famille et des Droits Humains refuse de discuter des raisons pour lesquelles tant de femmes meurent dans des avortements clandestins, et cherche plutôt à les criminaliser. Selon Michela, le gouvernement actuel ne défend qu'un seul modèle familial : les familles blanches, urbaines et hétéronormatives.

Salima explique que les formes institutionnalisées du patriarcat, depuis le niveau familial jusqu'à l'État, ont toujours dépouillé les femmes de leur autonomie. Leur situation a encore été aggravée par les conflits en cours dans les régions kurdes. Des femmes kurdes ont été victimes de sévices sexuels et d'autres formes de violence. Certaines femmes et filles, par exemple, sont capturées par l'EIJL qui utilise l'esclavage sexuel de ses prisonnières comme tactique de guerre. Voilà pourquoi, à Rojava, les femmes prennent les choses en main et organisent des assemblées d'autodéfense et d'éducation. Elles ont ainsi créé un espace où les femmes victimes de violence liée à la guerre ou d'autres formes d'oppression patriarcale peuvent se réfugier et être en sécurité.²⁴

Lorsque Rojava a déclaré son autonomie, les « crimes d'honneur », les mariages forcés, les mariages d'enfants, la polygamie et tout autre forme de violence à l'égard des femmes ont été interdits. On a constaté que « le système de genre dominant préalable à la Révolution de Rojava exerçait un contrôle strict sur les femmes et les cantonnait à l'éducation des enfants et au travail domestique ». La nouvelle constitution a changé la donne et réellement remplacé l'ancien système patriarcal par l'affirmation du droit des femmes à participer dans tous les domaines et toutes les sphères de la vie.²⁵

LA DÉFENSE DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

C'est à la confluence de ces contextes d'autoritarisme, de néolibéralisme et de sexisme que les mouvements de femmes du Brésil, des Philippines et de Rojava déploient leur résistance. Ces femmes plantent ainsi des graines d'espoir tout en renversant les obstacles à la souveraineté alimentaire.

Qui dit résistance, selon Michela, dit mise en place d'un système alimentaire différent de celui souhaité par les sociétés multinationales. Ce message émane des acteurs de la souveraineté alimentaire, tels que les organisations agroécologiques, les communautés paysannes, La Vía Campesina et les syndicats ruraux, ainsi que des travailleurs urbains, des partis politiques de gauche, des mouvements Noirs et féministes. Le meilleur moyen d'assurer une alimentation adéquate pour tous et toutes est de développer l'agriculture familiale, de soutenir les communautés paysannes et les populations traditionnelles. Toutefois, la résistance contre l'agro-industrie ne se mène pas uniquement au niveau national. La solidarité internationale est indispensable, principalement de la part des autres mouvements sociaux qui comprennent l'importance de la nature, des semences paysannes, de la vraie nourriture et de l'agroécologie.²⁶ Michela souligne que « ce combat non seulement ébranlera l'autoritarisme et encouragera la participation populaire, mais profitera également à une planète qui souffre des conséquences du changement climatique ».

Les femmes kurdes mettent en place des systèmes alimentaires autonomes et des structures de gouvernance conformes au confédéralisme démocratique.²⁷ Engagées en faveur de la libération des femmes et d'une société écologique et démocratique, les femmes kurdes garantissent à leurs consœurs des espaces séparés et sécurisés, sans pour autant rejeter les espaces partagés avec les hommes. Elles construisent

²⁴ Pour de plus amples informations, veuillez consulter: jinwar.org/de/home-3/.

²⁵ Evans, Rachel. "Revolutionary Rojava: A polyethnic, feminist and anti-capitalist experiment". *Links International Journal of Socialist Renewal*. 26 octobre 2018. Disponible sur : links.org.au/revolutionary-rojava-polyethnic-feminist-anti-capitalist-experiment.

²⁶ Pour de plus amples informations sur l'intersection entre l'agroécologie et le féminisme, veuillez consulter l'article « L'agroécologie n'existe pas sans le féminisme » dans ce numéro de *L'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition*.

²⁷ *Supra* note 3.

des coopératives exclusivement féminines, qui développent leur propre système alimentaire, et gèrent des boulangeries, des restaurants, la vente de leurs productions et des exploitations agricoles. Salima le confirme : « Les femmes ont créé des coopératives féminines et d'autres institutions qu'elles gèrent elles-mêmes afin d'assurer leur droit à l'alimentation et à la nutrition. » Elle reconnaît qu'il s'agit d'un processus « par les femmes, pour les femmes ».

Les paysans philippins peuvent s'identifier à cette vision de l'autonomie, notamment quand il s'agit d'exercer un contrôle sur son propre espace ou territoire. La revendication de la souveraineté alimentaire aux Philippines vise à permettre le plus rapidement possible aux communautés paysannes et aux femmes des zones rurales de contrôler leurs terres et leurs ressources côtières. C'est ainsi qu'on encouragera l'agroécologie, qu'on empêchera la conversion des terres agricoles et leur utilisation à des fins non agricoles et par l'industrie minière et, dans le même temps, qu'on protégera les ressources côtières contre leur exploitation commerciale. Mary Ann nous rappelle que « les femmes exigent non seulement la justice sociale, mais également de la nourriture, des emplois dignes, et des sources de revenus durables pour subvenir aux besoins de leurs familles ». Les organisations féminines de terrain défendent la souveraineté alimentaire par le biais d'initiatives telles que la gestion par les femmes des zones côtières, les banques et échanges de semences par des femmes et entre des femmes, sans oublier l'agriculture biologique. Outre la promotion de ces initiatives, le Congrès national des femmes rurales (PKKK), une coalition nationale de femmes rurales membre de la Marche mondiale des femmes - Philippines, plaide pour que la réforme agraire pérennise le système de gestion des terres agricoles, pour l'adoption d'une loi de protection des zones sensibles des bassins versants, et pour un réexamen politique visant à modifier ou si possible à suspendre la loi de 2019 sur la tarification douanière du riz (Rice Tariffication Law).

L'ORGANISATION DE NOTRE RÉSISTANCE

Là où d'autres voient la résilience des femmes, nous voyons leur résistance. Inversement, ce qui a commencé comme une résistance des femmes se renforce grâce à leur résilience et à leur organisation collective.

Les femmes kurdes s'organisent sur le terrain non seulement pour contrer les différentes structures de pouvoir aux multiples niveaux de décision, mais également pour montrer que des alternatives sont possibles. Citons comme exemple le *Jinwar* - un mot qui symbolise en kurde « l'espace de la femme » ou « la terre de la femme ». Le 25 novembre 2018, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le village de Jinwar a été déclaré « village de femmes écologiques libres, offrant un espace aux femmes qui ont perdu leur mari ou d'autres parents dans la guerre et qui n'ont pas d'endroit approprié où vivre avec leurs enfants. C'est aussi un espace pour les femmes qui ont subi des violences liées à la guerre ou d'autres formes d'oppression patriarcale. Avec 30 maisons, une école, un musée et un centre médical, partant de la vision d'une vie libre et communautaire, Jinwar est devenu un espace de rassemblement, de vie et de collaboration pour les femmes », explique Salima.

D'après Salima, Jinwar est né de la conscience qu'ont les femmes de leur oppression. Cette conception est reflétée dans l'auto-description de Jinwar :

Reconstruire nos maisons pour en faire des havres de paix est un acte de résistance face à la violence et à la guerre. Mais loin d'être un simple ensemble de maisons, le village permettra également un mode de vie alternatif. S'appuyant sur le riche

*patrimoine culturel et le savoir historique des femmes, JINWAR a pour propos de créer un mode de vie où chaque femme pourra atteindre son plein potentiel sans être soumise aux contraintes des structures de pouvoir oppressives du patriarcat et du capitalisme.*²⁸

²⁸ Pour de plus amples informations sur JINWAR, veuillez consulter: jinwar.org/about/.

En effet, une conscience critique nourrie par un nombre croissant d'organisations peut construire un mouvement fort. Au Brésil, la Marche des marguerites (Marcha das Margaridas) – qui a lieu tous les 14 août depuis l'an 2000 - est la manifestation d'une volonté persistante de combattre la faim, la pauvreté et la violence de genre. Rassemblant plusieurs organisations féministes des zones rurales et urbaines, cette marche est considérée comme la principale action de mobilisation des travailleuses de la campagne, de la forêt et des eaux contre une violence agro-industrielle responsable de la disparition des exploitations familiales paysannes et de leur environnement.²⁹

²⁹ Pour de plus amples informations concernant la Marche des Marguerites 2019, veuillez consulter : fetase.org.br/mobilizacoes/marcha-das-margaridas/.

Comme le fait remarquer Michela, « des femmes qui n'avaient jamais fait partie d'une organisation en ressentent désormais le besoin, elles veulent se battre pour leurs droits ». C'est également l'expérience de Mary Ann lorsqu'elle constate l'ampleur prise par le mouvement anti-misogynie, ou par les protestations contre les exécutions extrajudiciaires aux Philippines, un pays où les femmes, longtemps cantonnées au silence, se rassemblent soudain pour s'exprimer, et où des alliances se forment entre des féministes de la classe moyenne et de la haute bourgeoisie d'une part, et des organisations féminines de masse d'autre part.

Les groupes de femmes étant aussi divers que leurs luttes et leurs parcours politiques, il est tout à fait logique qu'elles ne s'entendent pas sur tout. Ce qu'il faut célébrer, c'est la naissance, au milieu de conflits multidimensionnels, d'alliances tactiques et d'actions intersectorielles qui aident toutes les femmes et les filles, quel que soit leur âge, à parler d'une seule voix. Comme le dit Michela : « Une révolution, c'est quand une femme prend le temps de faire de la politique dans son quotidien. »



EN BREF

Aucune reconnaissance du rôle des femmes dans la production alimentaire ne peut suffire à réaliser la souveraineté alimentaire et le droit à l'alimentation et à la nutrition, tant que subsistent les menaces pour leur liberté, les obstacles structurels à l'égalité sociale et la discrimination de genre. Les expériences des femmes et des filles vivant dans les zones rurales de Rojava (nord de la Syrie), du Brésil et des Philippines, où elles sont confrontées à un régime autoritaire, à la fois explicite et tacite, pratiquant des politiques de droite, du chauvinisme nationaliste et des politiques néolibérales, sont parfaitement illustratives à cet égard.

Trois militantes - Salima Tasdemir (Kurde basée au Royaume-Uni), Mary Ann Manahan (Philippines), Michela Calaça (Brésil), ont expliqué comment ces régimes autoritaires ont persécuté des peuples et des communautés, maltraité des femmes et des filles, favorisé les entreprises au détriment des systèmes alimentaires communautaires dans leurs pays et

régions respectifs. En réponse, les femmes font preuve non seulement de résilience en temps de crise, mais également et principalement de résistance par l'organisation collective.

Les impératifs des femmes sont de défendre la souveraineté alimentaire, de résister au sexisme et de contrer les politiques néolibérales via divers modes d'organisation. Un exemple en est la création d'espaces sûrs et autonomes par et pour les femmes kurdes dans le cadre du confédéralisme démocratique, de la libération des femmes et de la société écologique. Elles ont créé des coopératives exclusivement féminines engagées dans des activités de production alimentaire, ainsi que d'autres espaces pour les femmes touchées par la guerre et la violence. Dans les cas du Brésil et des Philippines, les groupes de femmes sont les premiers à manifester et à former des alliances tactiques et intersectorielles pour combattre la violence croissante contre les femmes, les LGBTTIQ et les autres secteurs marginalisés. S'y ajoutent d'autres initiatives de base qui revendiquent la reconnaissance du droit à la terre et au territoire afin de garantir pleinement les pratiques agroécologiques et la souveraineté alimentaire.



CONCEPTS CLÉS

- Dans des pays/régions comme Rojava (nord de la Syrie), le Brésil et les Philippines, les régimes autoritaires appliquent des politiques sexistes et néolibérales qui menacent les femmes et les filles, leurs libertés fondamentales, et la souveraineté alimentaire. Ces pays/régions sont le théâtre d'une recrudescence de la violence à l'égard des femmes, devenues des cibles directes et indirectes de la violence et de l'impunité étatiques.
- Les politiques néolibérales autorisent les grandes plantations commerciales, la construction de barrages, les activités extractives et d'autres politiques favorisant les importations et les exportations susceptible de déplacer les systèmes alimentaires communautaires et de pousser les femmes des zones rurales à chercher d'autres moyens de subsistance. Les politiques de privatisation ont exploité le rôle que jouent les femmes dans le processus de reproduction sociale et ont encore alourdi leur charge de travail domestique.
- Plus que la résilience, c'est la résistance des femmes qui s'impose, pour « exposer » les problèmes structurels, « s'opposer » aux violations des droits humains et « proposer » des alternatives vers une société meilleure. Les femmes exercent leur pouvoir politique du ménage à l'État en passant par la communauté afin d'obtenir de réels changements et une véritable autonomie.



MOTS CLÉS

- Autoritarisme
- Sexisme
- Néolibéralisme
- Résistance des femmes
- Souveraineté alimentaire